

Cellule Carrière/Mines/Après-mine/Eolien
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté Préfectoral complémentaire N° 2026-007-DREAL du 27 FEV. 2026

Fixant les critères d'acceptabilité des matériaux extérieurs et portant modification des conditions de remise en état à la société Les Calcaires Régionaux pour ses installations exploitées sur le territoire de la commune de Manduel et situées aux lieux dits « Jasse des Cabres » et « L'Etang »

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 181-14, R 181-45, L.171-8, R 516-1 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'acceptation des inertes ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 24-025N du 31 mai 2024 portant sur le renouvellement de la carrière exploitée par la société les Calcaires Régionaux située aux lieux dits « Jasse des Cabres » et « L'Etang » sur la commune de Manduel ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 janvier 2025 suite à la visite réalisée le 6 janvier 2025 sur le site de la carrière alluvionnaire située sur le territoire de la commune de Manduel ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-010-DREAL du 6 février 2025 ;

Vu le porter à connaissance reçu le 22 octobre 2025 relatif aux mesures correctives proposées suite à la mise en demeure du 6 février 2025 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté qui lui a été adressé le 30 janvier 2026 par courrier RAR au titre du contradictoire réglementaire ;

Considérant que la société Les Calcaires Régionaux est autorisée, d'après l'article 3.3. de l'arrêté d'autorisation du 31 mai 2024 susvisé, à accepter des matériaux extérieurs pour remblayer la carrière, sous réserve que ces derniers soient compatibles avec le fond géochimique local ;

Considérant que la société Les Calcaires Régionaux a accueilli sur le site des matériaux issus du chantier des cadereaux de Nîmes sans accord préalable des services de l'inspection des installations classées et que ces derniers contenaient un adjuvant tensio-actif présentant une éco-toxicité et dont la compatibilité avec le fond géochimique local n'a pas été vérifiée ;

Considérant que la société Les Calcaires Régionaux a également accueilli des déblais issus de ses propres sites dont les procédures de tri et de traçabilité n'ont pas été respectées et dont les résultats d'analyses ont révélé la présence de substances dont les concentrations ne sont pas compatibles avec un remblaiement en nappe ;

Considérant que les articles 3.3.2 et 8.5 de l'arrêté d'autorisation susvisé stipulent respectivement que *« lorsque le remblayage est réalisé avec des matériaux extérieurs, ceux-ci doivent être compatibles avec le fond géochimique local »* et que *« les analyses attestent de la nature inerte des matériaux et du fait qu'aucun élément notable n'est susceptible d'influencer la chimie des eaux souterraines »* ;

Considérant que suite à la mise en demeure du 6 février 2025, la société Les Calcaires Régionaux a adressé le porter à connaissance susvisé présentant une étude du fond géochimique et une adaptation des modalités de remblaiement ;

Considérant que les résultats des investigations présentés par le bureau d'étude ABO-ERG, en vue de caractériser le fond géochimique, sont basés sur des excavations d'une profondeur de 0,30m à 2m, correspondant au fond géochimique anthropisé ;

Considérant que les points de prélèvements « merlon 1, merlon 2, merlon 3, merlon 4, bande 1, bande 2 , et bande 3 » sont situés sur une zone ayant été impactée par des activités anthropiques entre 2011 et 2015 ;

Considérant que les sept analyses de merlons et bandes ci-avant sont affectés par des hydrocarbures aromatiques polycycliques et par des hydrocarbures pour la bande 3 et qu'il est relevé la présence de cuivre et de sulfate inhérents à la culture ancienne de la vigne ;

Considérant dès lors que les prélèvements précités ainsi que les résultats d'analyses inhérents ne peuvent être considérés comme suffisants pour caractériser le fond géochimique naturel compte tenu que les investigations n'ont pas été réalisées au-delà de 2m de profondeur du sous-sol ;

Considérant que le point de prélèvement « Entrée » ne se situe pas dans le périmètre des surfaces exploitées en 2011-2015 et ne semble pas avoir eu d'autre usage que celui de la vigne , que le point de prélèvement « sable clair » est issu de l'excavation sous-eau et que celui de « sable rouge » de l'excavation hors d'eau ;

Considérant que les points de prélèvement « Entrée », « sable clair » et « sable rouge » sont les plus représentatifs pour caractériser le fond pédo-géochimique naturel en l'état des éléments disponibles ;

Considérant qu'outre les échantillonnages non adaptés à l'enjeu de remblaiement en eau d'une carrière alluvionnaire par des matériaux exogènes, les seuils proposés pour les différents paramètres physico-chimiques sont nettement supérieurs à ceux identifiés dans l'étude sur les matériaux extraits et résultent d'une méthodologie présentant un biais par une sur-représentation des prélèvements déjà impactés anthropiquement et une assimilation globale du fond géochimique à des moyennes observées sur les sols ;

Considérant que la méthode d'exploitation prévue l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé prévoit que le gisement sera exploité en partie hors d'eau sur environ 2 mètres puis en eau

dans la nappe sur environ 4 mètres à l'aide d'une pelle hydraulique , soit une épaisseur de 6 mètres sans compter la découverte ;

Considérant que les lignes pédologiques retenues par l'étude comprennent des horizons de 0 à 50 cm et ne correspondent pas de fait à la réalité du remblayage de carrière sur une hauteur de 6 mètres dont 4 mètres sont sous le niveau de l'eau ;

Considérant que les résultats des analyses réalisées sur les stocks de matériaux issus des sites de la société Les Calcaires Régionaux et figurant en annexe A.3.2, notamment sur le tas 1, d'un volume de 5172m³ , révèlent une concentration en HCT de 656mg/kg de matière sèche et d'une présence non négligeable de HAP ;

Considérant que la concentration en HCT dans les matériaux rapportés sur des lots de 2000 tonnes entraîneraient une charge d'environ 1000kg d'hydrocarbures immergée dans l'opération ;

Considérant par ailleurs, que les erreurs de procédure dans le tri et la traçabilité des matériaux en provenance des sites de LCR et constatés par l'inspection des installations classées, viennent confirmer que le suivi des matériaux extérieurs destinés au remblaiement n'est pas correctement réalisé ;

Considérant que l'enjeu sur cette carrière est le remblaiement en nappe des terres et cailloux et que dans le contexte de réchauffement climatique, la protection de la ressource en eau tant en qualité qu'en quantité constitue une priorité ;

Considérant que les propositions d'adaptation de critères d'acceptabilité figurant dans le porter à connaissance susvisé ne permettent pas de protéger la ressource en eau et conduisent à immerger dans la nappe une charge physico-chimique résultant d'activités anthropiques impactant l'état du site avant excavation des matériaux ;

Considérant que l'article R.181-45 du code de l'environnement prévoit que les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de définir les valeurs seuils à respecter pour protéger la ressource ;

L'exploitant entendu

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1 : Définition des valeurs seuils d'acceptabilité pour les matériaux extérieurs destinés au remblaiement

La société Les Calcaires Régionaux dont le siège social est situé à La Salle - BP 5 – 13320 BOUC BEL AIR, exploitant la carrière alluvionnaire implantée aux lieux-dits « Jasse des Cabres » et « L'Étang » sur le territoire de la commune de Manduel est tenue de :

- réaliser des analyses de contrôle de qualité des matériaux extérieurs en provenance des sites du groupe, par lot de 300 tonnes ;
- respecter les valeurs maximales suivantes exprimées en mg/kg de matière sèche :
 - Métaux
 - As : 14 mg/kg MS Cd : 0,2 mg/kg MS Cr : 41 mg/kg MS
 - Cu : 24 mg/kg MS Ni : 22 mg/kg MS Pb : 21 mg/kg MS
 - Zn : 45 mg/kg MS Hg < 0,05mg/kg MS
 - Composés organiques :
 - C10-C40 < 20 mg/kg MS
 - fractions C10-C12 et C12-16 < 4 mg/kg MS
 - fractions C16-C20, C20-C24, C24-C28, C28-C32, C32-C36 et C36-40 < 2 mg/kg MS
 - Chaque HAP et somme des 16 HAP : inférieur à 0,05 mg/kg MS
 - Chaque PCB et somme des 7 PCB : inférieur à 0,001 mg/kg MS
 - Chaque BTEX et somme des 6 BTEX : inférieur à 0,05 mg/kg MS (sauf 0,1 mg/kg MS pour le m,p-Xylène)
 - Fraction soluble : < 1000 mg/kg MS
 - Carbone organique par oxydation (COT) : < 200 mg/kg MS
 - pH entre 7 et 8,9
 - Chlorures : 16 mg/kg MS Sulfates : 63 mg/kg MS
 - Indice phénol < 0,2 Antimoine < 0,05 mg/kg MS

Article 2 : Devenir des matériaux stockés sur le site en 2024 et en provenance des sites LCR

Préalablement à leur mise en remblaiement, les matériaux font l'objet d'un contrôle de qualité et les résultats d'analyses sont impérativement conformes aux valeurs fixés à l'article 1^{er}.

Les résultats de ces analyses sont transmis à l'inspection et l'accord de cette dernière est obtenue avant remblaiement.

En cas d'analyses non conformes, les matériaux sont soit dirigés vers d'autres exutoires autorisés que le remblaiement en nappe avec justificatif à l'inspection des installations classées du site destinataire, soit mis en attente pour être utilisés en remblaiement à un niveau supérieur à la cote des plus hautes eaux augmentée d'un mètre.

Article 3 : Phasage de l'exploitation

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un plan de phasage actualisé et un plan des stocks sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 : Délais et voies de recours- Publicité – Notification et exécution

Article 4.1 Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr;

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4.2 Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Article 4.3 Notification et exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie,
le Maire de la commune de Manduel, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à la société Les Calcaires Régionaux.

Le Préfet
Pour le préfet,
le secrétaire général


Yann GÉRARD